

“ L'appelante voudrait faire remonter la taxe en question jusqu'à la résolution du conseil de ville de 1867. C'est par cette résolution, dit-elle, que cette propriété a été taxée pour le coût de l'élargissement de la rue St-Jacques. Mais cette prétention n'a pas été accueillie par le jugement *a quo*, et ne pouvait l'être.

C'est là, de la part de l'appelante, soutenir que si son achat eût eu lieu, au lendemain même de cette résolution, et dès avant toute autre procédure, la garantie de l'intimé se serait étendue à cette taxe. Or, cette proposition est erronée. Un immeuble n'est taxé en pareil cas, et la corporation n'y a aucun droit que par la répartition qui établit le privilège, et non seulement son montant. Ou, en d'autres termes, il n'y a pas de privilège, il n'y a pas de taxes, tant que le rôle n'en a pas fixé le montant. La corporation n'a pas de créance contre qui que ce soit avant la répartition.

“ C'est dans ce rôle et son homologation, qu'est le décret, qui, pour la première fois, affecte spécialement chacun des immeubles imposables. Et comment l'intimée aurait-elle pu payer une taxe dont le montant n'était pas établi, ou payer avant que la taxe fût due, payer sans cause, sans dette? Il est bien vrai que la résolution du conseil de ville a, dès 1867, décrété que les travaux requis pour l'élargissement de la rue Saint-Jacques seraient faits aux frais des propriétaires intéressés, *ut universi*. Mais cette résolution par elle seule n'a pas créé de taxe spéciale sur chacun d'eux *ut singuli*, ni sur chacune de leurs propriétés.

“ La jurisprudence de la Cour de cassation nous fournit une cause décidée dans ce sens. Elle est rapportée dans Sirey. Le sommaire s'en lit comme suit:

“ Le propriétaire ou l'habitant d'une commune qui postérieurement à un jugement prononçant au profit d'un tiers